AFFAIRE BETTSCHART Une quatrième personne est décédée jeudi des suites d'une opération du pancréas dirigée par Vincent Bettschart. Le troisième décès pour le seul mois d'août. Réactions dans la classe politique valaisanne.

Un quatrième décès et des suites politiques

Le professeur Vincent Bettschart (à gauche), le directeur de l'Hôpital du Valais Eric Bonvin et Charles Kleiber (à droite), président du conseil d'administration, lors de la conférence de presse du lundi 2 septembre. L'affaire prend une nouvelle dimension et une tournure politique. DASSELBORNE

FRANÇOIS DE RIEDMATTEN

Une Valaisanne a trouvé la mort, ce jeudi, suite à une opération du pancréas menée par Vincent Bettschart, le chirurgien-chef de l'Hôpital du Valais (RSV). Un décès qui porte à quatre le nombre de victimes d'opérations chirurgicales abdominales. Trois cas rien que pour le mois d'août. Sans compter qu'une cinquième personne serait dans un état grave, selon différentes sources médicales.

Mois d'août noir

Le premier passage sur la table d'opération de cette quatrième personne décédée a lieu le 28 août. Axée sur le pancréas, l'intervention se déroule de «*manière catastrophique*», nous dit-on au cours de notre enquête. «*Le foie s'est nécrosé et la coagulation ne fonctionnait plus,* assure une personne proche du dossier. *Une transplantation du foie a donc été nécessaire.*» S'ensuivent alors trois reprises d'opération, respectivement les 29 et 31 août ainsi que la dernière, le 5 septembre. Un professionnel qualifié parle même d'«*une véritable boucherie*». Un médecin outré assure que la patiente a été tellement «*ouverte qu'il n'y a plus aucune raison de demander une autopsie.*»

«*Dès la première opération, elle n'avait déjà plus aucune chance*», souligne notre confrère Joël Cerutti de l'agence PJ Investigations qui suit le dossier RSV depuis plusieurs années maintenant. «*La probabilité qu'un foie soit disponible pour une dame de son âge* (n.d.l.r.: de facto un âge avancé) *est quasi nulle*», enchaîne notre confrère. *Au lieu de la laisser paisiblement s'en aller vers d'autres cieux, le professeur Bettschart a préféré opérer un cas qu'il ne maîtrisait pas.*» Un autre patient, personnalité bien connue en Valais, serait par ailleurs aujourd'hui dans un état critique.

Des dénouements tragiques survenus en aussi peu de temps interpellent à tous les étages du RSV. En témoigne l'atmosphère irrespirable de ces derniers jours au sein du Grand Hôpital, et les nombreux et discrets appels à l'aide lancés par le personnel soignant en direction du pouvoir politique et des médias.

De nouveaux témoignages

Chez les usagers de la santé publique, on bouge en coulisses ou même officiellement. Dans une lettre adressée jeudi à la cheffe du Département de la santé Esther Waeber-Kalbermatten, le président de l'Association de défense des patients hospitalisés en Valais (ADPVal), Me Michel Ducrot déclare ainsi: «*L'association a reçu de proches de patients, les 3 et 4 septembre dernier, des informations sur divers cas.*» L'avocat se permet de citer le courrier d'une certaine Sylviane X en ces termes: «*Je tiens à me faire connaître car mon père est décédé au mois de… 2011. Il a également été patient du Dr Bettschart en… 2011 et l'opération subie en 2011 a été une véritable catastrophe. Il s'agissait d'une duodénopancréatectomie céphalique. L'opération a duré douze heures environ avec des complications dues à une thrombose veineuse. Je ne vous donnerai pas de détails supplémentaires car ma mère ne désire pas ressasser ce passé douloureux.*»

Enquête sur tous les décès

L'ADPVal souhaite donc clairement que l'enquête indépendante voulue par la conseillère d'Etat ne se limite pas aux deux cas révélés dans la presse la semaine dernière. Mais bien sur l'ensemble des cas relatifs à la chirurgie hautement spécialisée (pancréas, œsophage, foie et rectum). Contactée, la cheffe de département déclare ne pas avoir eu connaissance de nouveaux décès suite aux opérations réalisées par le professeur Bettschart, mais précise encore que «*l'expertise externe qui a été demandée ne porte pas uniquement sur les deux cas dont il était question jusqu'ici, mais sur les opérations réalisées depuis 2011. S'il y a de nouveaux décès, ces cas seront donc également analysés.*»

Les exigences de l'ADPVal

L'ADPVal demande également que le département oblige le RSV à mettre fin à l'activité de son comité d'enquête annoncé en conférence de presse lundi dernier. «*Il n'est pas admissible que le RSV veuille se substituer à l'autorité de surveillance et court-circuiter la procédure administrative que vous avez ordonnée ainsi que la procédure pénale.*»

Pour rappel, une plainte pénale qui émane de la famille d'une sexagénaire décédée au mois d'avril dernier a été déposée. Une des familles d'une des victimes du mois d'août hésite encore à passer le cap. Le procureur général Olivier Elsig nous affirmait pour sa part que, cette semaine, aucune nouvelle procédure pénale concernant le chirurgien-chef n'a été enregistrée au Ministère public.

Contacté, le président du conseil d'administration du RSV, Charles Kleiber nous a dit ne pas vouloir communiquer sur cette affaire car «*tant que les faits ne sont pas connus, le professeur Bettschart bénéficie de la présomption d'innocence.*»

AVEC JFF ET JYG

L'AFFAIRE BETTSCHART PREND UNE TOURNURE POLITIQUE

Les groupes PLR et UDC demanderont la semaine prochaine au Grand Conseil la mise sur pied d'une commission d'enquête parlementaire sur le RSV. En plus, les démocrates du centre demandent la démission du professeur Vincent Bettschart et de la direction de l'hôpital de Sion.

Un double avis nécessaire

Pourquoi faudrait-il mettre en place une commission d'enquête parlementaire, alors que le RSV a décidé de lancer une procédure d'enquête interne sur les opérations du professeur Bettschart et que la conseillère d'Etat Esther Waeber-Kalbermatten a mandaté une enquête externe? Le député PLR André Vernay explique: «*Si le Pr Bettschart est blanchi par l'enquête du RSV, il sera dit que le RSV est juge et partie dans cette affaire. La situation sera pire qu'aujourd'hui. Concernant la démarche d'Esther Waeber-Kalbermatten, j'estime qu'elle est bonne. Notre demande est toutefois différente. Nous voulons savoir si le dispositif de deuxième avis médical dans le domaine de la médecine et de la chirurgie hautement spécialisée a bien été mis en place par le RSV. Le groupe PLR l'avait demandé, le conseiller d'Etat Maurice Tornay en avait fait la promesse solennelle et il semble maintenant que les procédures n'ont pas été mises en place, même si le RSV déclare le contraire. Nous voulons en avoir le cœur net. Ce deuxième avis constitue un élément déterminant. Pour parler clairement, de cette manière, le professeur Bettschart ne pourrait pas faire comme il veut.*»

De son côté, l'UDC déposera une demande similaire concernant le deuxième avis. Le député-suppléant Bruno Perroud déclare: «*On nous a promis un double contrôle. On a l'impression de nous être fait rouler.*»

La conseillère d'Etat Esther Waeber-Kalbermatten dit vouloir analyser cette question de second avis médical. «*Aujourd'hui déjà tout le monde peut demander un deuxième avis, c'est un droit.*» Avant de se prononcer sur la demande des députés, elle veut connaître la manière exacte dont les choses se passent dans les hôpitaux.

Demande de démission

Bruno Perroud élargit la critique. Il revient sur la conférence de presse donnée par le RSV à propos de l'affaire Bettschart. «*Le RSV se pose en victime, je trouve ça scandaleux vis-à-vis des personnes qui ont subi des dommages ou qui ont vu leurs proches décéder.*» Bruno Perroud pose une autre question: «*Comment se fait-il que c'est le conseil d'administration qui vienne parler de cette affaire? Une fois de plus, c'est le stratégique qui vient cautionner les dysfonctionnements de l'opérationnel. Ça me désole. Le Valais prépare l'arrivée de l'EPFL, avec la mise en place d'un pôle santé, et là on retombe dans ces travers.*»

Le coprésident de l'UDC, Cyrille Fauchère, annonce dans un communiqué que son parti «*demande purement et simplement la démission du professeur Bettschart et de la direction de l'hôpital de Sion qui couvre depuis trop longtemps ces dysfonctionnements graves.*»

JEAN-YVES GABBUD

L'Hôpital du Valais dans le collimateur des politiciens. DASSELBORNE